

*Pétrole et gaz du Canada—Loi*

produits tirés de nos ressources, une politique financière qui nous aurait encouragés autant à réinvestir dans notre économie qu'à épargner.

● (2030)

Mais, en vertu du régime qui est en train de changer radicalement la face du Canada, les Canadiens, et surtout les gens de l'Ouest, sont privés de ces droits. A la place, nous avons été inondés de règlements et de mesures législatives qui font que les gens sont encore plus exaspérés et angoissés. Nous avons une politique qui exacerbe et irrite, une politique qui accroît l'exaspération des gens, une politique qui crée forcément des tensions, une politique, enfin, qui nous inonde inutilement de règlements et de paperasse administrative. Nous sommes sous un régime qui donne plus de pouvoir et de contrôle aux comités, aux tribunaux, aux commissions et aux bureaucrates. Il est collectiviste; il noie, il étouffe l'individu et le secteur privé. Pourquoi? La réponse est que ce doit être voulu. C'est le régime de socialistes qui sont maintenant au pouvoir, de personnes qui ont infiltré le parti libéral du Canada qui a un jour défendu l'individu et l'individualisme.

**M. Nielsen:** Il n'existe plus.

**M. Huntington:** Le régime actuel va au-delà des rêves les plus ambitieux de l'aile gauche du Nouveau parti démocratique. Il engendre l'exaspération, l'amertume, la division et la discorde entre les régions qui sont tellement intenses et qui croissent à un rythme tellement effrayant.

Le socialisme ne peut naître que d'un malaise et d'une crise parmi le peuple, et l'article 27 du bill est au cœur même de ce mouvement. Un État socialiste est impossible quand les gens travaillent, quand ils réalisent leurs ambitions et qu'ils peuvent payer leur maison et leur propriété privée. Tout cela leur a été refusé par le gouvernement actuel, et c'est la raison pour laquelle nous débattons les motions nos 21 et 22, qui amèneraient l'article 27 du projet de loi sur le pétrole et le gaz.

Ils devraient avoir terriblement honte tous ces Canadiens dont les vues politiques ne sont pas plus profondes que l'épaisseur d'une étiquette. Si par canadianisation on entend le fait pour les Canadiens de posséder 50 p. 100 de leurs industries de pétrole et de gaz, soit. Cela nous permettrait de mettre en place les régimes de pensions qui seront nécessaires dans l'avenir pour alléger le fardeau fiscal qui pèse sur une population active décroissante, mais si cela veut dire nationalisation et confiscation, absolument pas!

**Des voix:** Bravo!

**M. Huntington:** Voici ce que dit le Pr Flores de Grande-Bretagne:

On peut définir le secteur privé comme étant celui que le gouvernement contrôle.

Le secteur public est celui qui n'est soumis à aucun contrôle.

C'est à cela que mène le bill C-48. Voyons les tragédies nationales auxquelles a abouti en Grande-Bretagne la nationalisation des grandes industries. Il s'agit vraiment de tragédies nationales qui font courber l'échine à ce qui était jadis un grand pays, parce qu'il n'y a plus de stimulation, d'aiguillon pour ceux qui sont sur le marché du travail ou qui sortent de l'université. Voilà le point.

**Une voix:** Et Maggie?

**M. Huntington:** Songez un peu à la débâcle des sociétés Leyland et British Steel Corporation. Le drame pour les Anglais, c'est que la mer du Nord regorge de ressources et que leur économie étatisée est dirigée avec une telle incurie qu'ils dilapideront ces ressources avant même qu'elles ne soient extraites et qu'ils protégeront l'État providence qui leur tient tant à cœur. Voilà le drame!

Je me demande pourquoi la Suède qui est considérée comme un véritable paradis socialiste, comme un pays de cocagne pour les masses, a fait une telle volte-face sur le plan de la nationalisation que moins de 5 p. 100 des entreprises appartiennent maintenant à l'État. Je me demande bien pourquoi. Nous, par contre, nous nationalisons un des secteurs les plus importants de notre économie. Les dispositions de l'article 27 et de la motion n° 21 modèleront notre avenir et c'est d'elles que dépend la préservation de l'individualisme dans notre magnifique pays. C'est notre liberté qui est en jeu. Si nous nous laissons organiser et structurer par l'État, le dynamisme qui caractérise la nature humaine disparaîtra. L'organisation va à l'encontre de l'esprit d'initiative et du rendement; c'est pourtant bel et bien ce dynamisme que cet article et ce projet de loi vont étouffer.

La liberté politique ne peut exister dans des pays qui perdent leur liberté économique. Voilà l'enjeu de cette motion. Je me rends bien compte qu'il est trop tard pour que l'électorat se réveille mais je demande aux députés d'en face de réfléchir et de suivre la voix de leur conscience—je sais que certains ont une conscience—je leur demande de se réveiller et de se rendre compte de la gravité de la situation. Une telle organisation fait obstacle au dynamisme inhérent à la nature humaine et c'est grâce à ce dynamisme que notre pays a été édifié et que nous jouissons d'une certaine prospérité à l'heure actuelle.

**Des voix:** Bravo!

**M. Fred McCain (Carleton-Charlotte):** Bien que j'estime superflu de le faire, monsieur l'Orateur, je tiens à dire que je ne suis pas socialiste. Je suis en faveur de la libre entreprise. A l'instar de mon préopinant, je crois que les tentatives du gouvernement, des ministres, des bureaucrates et des conseils d'orienter l'activité économique du secteur privé ont toujours échoué. Elles ne sauraient réussir.

**Une voix:** Et Suncor?

**M. McCain:** Pourtant, l'article que nous étudions présentement invite la Chambre à faire l'un des plus grands pas de son histoire en vue de régir, d'exproprier et de gérer encore davantage un secteur très important de notre économie. Tout cela se fait sans la moindre inquiétude, sans la moindre souci de la part des députés de l'arrière-ban. On pourrait peut-être dire que c'est vraiment le gouvernement—le premier ministre (M. Trudeau) et le cabinet—qui agit ainsi, mais il n'en est rien. Certains d'entre nous sommes députés depuis suffisamment longtemps pour savoir qu'une présentation réfléchie par les ministériels de l'arrière-ban, qu'il s'agisse de VIA Rail ou du bill C-48, peut réorienter les énergies du gouvernement et de son programme législatif. En fait, c'est la seule force qui à l'heure actuelle peut encore sauver le Canada, et il a grand besoin d'être sauvé.